

Sophie Legrandjacques pour les 25 ans de d.c.a.

entretien avec Patrice Joly

d.c.a. a fêté ses 25 ans au Palais de Tokyo en décembre, rappelant ainsi l'appartenance de la structure parisienne au réseau des centres d'art et faisant oublier par là même la critique d'un centralisme à la française que cette célébration faite en la capitale et non pas en région aurait pu légitimement soulever. d.c.a. regroupe une cinquantaine de membres auxquels elle tente d'insuffler une dynamique collective en initiant des projets aptes à les fédérer. L'annonce de la création d'un nouveau label (Centre d'art contemporain d'intérêt national) sous la houlette du ministère de la Culture manifeste la volonté de d.c.a. d'accompagner la procédure législative de la loi Liberté de création, architecture et patrimoine, elle est aussi l'occasion de revenir sur les fondamentaux des centres d'art dans le contexte d'une scène contemporaine qui s'enrichit constamment de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux acteurs. Sophie Legrandjacques, fraîchement élue à la présidence du réseau et par ailleurs directrice du Grand Café à Saint-Nazaire, évoque les enjeux qui se présentent aux centres d'art dans les années à venir, comme la fragilisation de structures à laquelle le nouveau label est censé remédier, le nécessaire toilettage d'un modèle qui a émergé il y a une quarantaine d'années ou encore le dépassement de certains tabous comme l'introduction d'apports privés au sein d'institutions longtemps réfractaires à cette immixtion. Entretien avec une présidente confiante dans la capacité d'adaptation et de réinvention d'institutions qui ont su préserver leur engagement profond envers la création contemporaine et garantir sa liberté d'œuvrer.

Il y 18 ans, pour l'ouverture du Palais de Tokyo, Jérôme Sans et Nicolas Bourriaud publiaient un ouvrage manifeste qui se résumait en l'accumulation de réponses

à la question, posée à une multitude de partenaires institutionnels, artistes, responsables d'associations, de savoir comment ces derniers envisageaient la forme à venir d'un centre d'art'. Aujourd'hui, je suis tenté de faire retour sur cette interrogation, à quelque vingt années d'intervalle : que sont les centres d'art des années 90 devenus ?

Force est de constater que trois à quatre décennies après l'avènement des premiers centres d'art, non seulement ils sont toujours là mais ils sont surtout bien plus nombreux. Les magnifiques expériences des pionniers que furent le Consortium à Dijon ou le Nouveau Musée à Villeurbanne, par exemple, ont été regardées et poursuivies par de nombreuses associations ou collectivités dans toute la France, et on compte aujourd'hui environ soixante centres d'art contemporain (dont cinquante font partie de d.c.a.). Ils composent un fantastique paysage de création à de nombreuses échelles et dans des contextes territoriaux, sociaux et culturels extrêmement variés. C'est pour cela que poser la question de la forme du centre d'art actuelle ou à venir n'a finalement que peu d'objet. Les centres d'art, par essence, revendiquent le fait de ne pas répondre à une structuration prédéterminée. Chacun, là où il se trouve, avec son histoire, sa direction artistique, les artistes et ses publics, s'invente et se réinvente en permanence. Ce qui importe ce sont les missions spécifiques qui les définissent. Au fond, d.c.a. est un réseau de structures qui, en apparence, se ressemblent peu mais qui partagent des missions et des valeurs communes.

La grande question de ce tournant des 25 ans est celle du fameux label : les opposants pensent que labelliser un centre d'art c'est lui ôter de sa liberté, de sa capacité à se réinventer

en permanence et à inter-réagir avec la société, une manière de normaliser et de faire rentrer dans le rang cet éternel trublion, une petite mort en quelque sorte, non ?

La petite mort, c'est surtout quand un centre d'art est contraint de fermer parce qu'il n'est pas soutenu par des acteurs attachés à défendre la liberté de création et d'expérimentation. La fermeture d'un centre d'art dynamique et historique comme celui de Quimper en 2016 en est un exemple. C'est la raison pour laquelle, même si au départ choisir d'être pour ou contre l'idée d'un label a été un vrai sujet à d.c.a. pour les raisons évidentes que vous exposez, nous avons collectivement décidé d'être proactifs dans l'élaboration du label afin de faire entendre notre voix, considérant que ne rien faire serait la meilleure façon que rien ne change pour nous. Après la circulaire ministérielle de 2011 relative aux centres d'art contemporain rédigée à l'époque avec d.c.a., il fallait saisir l'opportunité de fixer dans un décret et un arrêté, c'est-à-dire dans les textes réglementaires qui découlent d'une loi, ici la loi LCAP, les missions et les ambitions que portent nos structures. Le réseau d.c.a. qui a aujourd'hui 25 ans a voulu faire preuve de maturité, il a pris ses responsabilités. Et nous avons été écoutés, nous sommes satisfaits du contenu des textes promulgués car justement ce label n'est pas normatif. Il ne nivèle pas les missions mais, au contraire, grave dans le marbre le fait qu'un centre d'art est une structure vivante et en perpétuelle évolution. À une époque où certains centres restent vulnérables sur leur territoire, il faut le voir comme un outil pour sécuriser et gagner en structuration en fédérant les partenaires autour d'un projet reconnu

¹ Tokyoobook 1, *Qu'attendez-vous d'une institution artistique du 21^e siècle?*, dirigé par Jérôme Sans, Marc Sanchez, édité par le Palais de Tokyo, 2001.



Abraham Poincheval, *La Vigie urbaine*.
 Vue extérieure de / External view of La Crie centre d'art contemporain, Rennes, 2016.
 Co-production: La Crie & Les Tombées de la nuit. Photo: Benoît Mauras.



Jordi Gali, Ciel. « Horizon (2016) »
Exposition et événements dans / sur / dessous / sur les côtés / au milieu du MAGASIN des horizons /
Exhibition and events in/on/under/on the sides/in the middle of Le MAGASIN des horizons, Grenoble. Photo : Camille Olivier.

d'intérêt général. C'est comme cela qu'il a été pensé conjointement par le ministère de la Culture et d.c.a.

Mais cela sous-entend cependant que tout nouveau candidat à d.c.a. devra envisager de répondre un moment donné aux critères fixés par ce nouveau label, cela va un peu à l'encontre de la possibilité d'intégrer des profils résolument novateurs... Par ailleurs, y a-t-il eu récemment de nouveaux entrants dans la liste de d.c.a. ?

Les dernières structures à avoir rejoint le réseau d.c.a. sont le MAGASIN des horizons de Grenoble, la Halle des bouchers à Vienne et Triangle France à Marseille, trois structures qui ont des histoires et des identités institutionnelles distinctes mais qui « travaillent » et alimentent le modèle du centre d'art de leurs énergies nouvelles: le MAGASIN des horizons porte un projet très expérimental, Triangle est né comme un *artist-run space* et La Halle des bouchers

découle d'une volonté municipale de soutenir la création contemporaine.

Quant aux candidats au label, ils devront en effet répondre au cahier des charges et des missions qui fixe un cadre et des attendus, une ambition. Mais rappelons-le, chaque direction artistique décline et incarne à sa manière ces missions qui ne sont pas nouvelles par rapport à l'existant. Ce n'est pas parce que l'on partage des modes opératoires que tous les projets se ressemblent. Des différences dans les écritures curatoriales ou les esthétiques restent évidemment possibles, dans les dynamiques de territoire également.

Quant à l'intégration de « modèles résolument novateurs », auront-ils envie de s'apparenter à quelque modèle existant ? Pas sûr...

Des Fracs qui programment de très jeunes artistes dans leur showrooms, des musées qui inventent de nouvelles manières de programmer

et expérimentent tous azimuts, qui créent des festivals (comme le Nouveau Festival de Beaubourg), sans parler des *artist-run spaces* : qu'est-ce qui fait la spécificité d'un centre d'art en 2017, hormis la question de la collection ? N'avez-vous pas le sentiment que les modèles se rapprochent ? Il n'est pas rare par ailleurs de voir une exposition passer d'un centre d'art à un musée et un directeur de Frac prendre la direction d'un centre d'art, montrant par là que les profils de direction se rapprochent... Cette différenciation est-elle encore pertinente ?

Je ne partage pas votre constat sur les passerelles professionnelles entre directeurs de FRAC et de centres d'art par exemple. Elles ne sont pas si fréquentes, bien qu'en effet les compétences requises soient proches.

Jean de Loisy le disait lors de son discours à l'inauguration des 25 ans de d.c.a. au Palais de Tokyo: « On aime les centres d'art, leur dynamisme,

et on leur pique leurs idées »...
Ce n'est pas qu'une boutade ! Cela tient certainement à la spécificité de ces laboratoires implantés partout en France: leur expertise et leur savoir-faire sur la production dans des économies souvent contraintes, les formes d'accompagnement des artistes qu'ils déploient et qui vont bien au-delà d'un travail de programmation, la possibilité de créer sans pression du marché mais également le goût du risque et de l'expérimentation y compris dans la relation aux publics. On sait que les centres d'art ont été moteurs et innovants ces dernières années sur la médiation et la transmission artistique et culturelle par exemple. Je crois aussi que les centres d'art, en tout cas, les membres du réseau dca, cultivent une conscience aiguë de leur rôle auprès des artistes, des publics, des élus, mais aussi de leur responsabilité pour faire vivre la démocratie, la liberté de création et de pensée.

La multiplication des fondations d'entreprise ne menace-t-elle pas l'existence des centres d'art (ou du moins de les reléguer en « deuxième division »), bénéficiant de plus de moyens, de plus de réactivité et de curateurs recrutés parmi les meilleurs profils du milieu de l'art ?

C'est bien parce que le secteur privé connaît un essor sans précédent en France (et c'est tant mieux !) qu'il faut que les politiques publiques en faveur de l'art

contemporain, et notamment celle de l'État, soit précisées, clarifiées et consolidées par des textes de lois, des moyens nouveaux. Sans opposer bêtement privé et public, les politiques publiques pour la culture, cela veut encore dire quelque chose, ne serait-ce que par l'exceptionnel maillage du territoire national qu'elles permettent. Soutenir l'existence des centres d'art, c'est défendre des esthétiques et des pratiques novatrices ou qui échappent au marché, contribuer au renouvellement et à la diffusion des idées, porter l'idée de l'art comme d'un espace de réflexion et de connaissance sensible. C'est aussi permettre aux commissaires d'exposition de faire un travail de recherche et d'auteur, là où en effet de très bons curateurs ayant rejoints le privé, certes bien payés, sont parfois réduits à faire des commissariats de commande. Le contraste entre privé et public est plus important que ce qu'il en paraît, même s'il est vrai que les développements de carrière pour les directions de centre d'art et leurs équipes doivent être davantage soutenus, pour réduire cet écart avec le privé, très concurrentiel.

Pourquoi avoir décidé d'organiser les manifestations en lien avec la célébration des 25 ans de d.c.a. au Palais de Tokyo, au risque d'en rajouter à ce centralisme absolument non démocratique de l'art contemporain ? On le comprend pour des raisons pratiques mais beaucoup moins sur le plan symbolique :

c'était une belle occasion de donner un coup de projecteur sur la dynamique régionale, ne pensez-vous pas ?

La question s'est en effet posée pour nous et nous sommes conscients de cet éventuel écueil. Mais à tout bien regarder, qui sait que le Palais de Tokyo est un centre d'art contemporain, membre actif de d.c.a. ? Même si le Palais est atypique dans le réseau en raison de son caractère hors norme, il est un bel ambassadeur pour nous. Par ailleurs, d.c.a. organise régulièrement des événements en région, comme le Forum professionnel des centres d'art contemporain à Vassivière (Région Nouvelle Aquitaine) en 2016 et, prochainement, le 1^{er} juin 2018, aura lieu le lancement à Saint-Nazaire de l'opération PLEIN SOLEIL, l'été des centres d'art.

Le centre d'art Passerelle de Brest est le premier à être officiellement labellisé « Centre d'art contemporain d'intérêt national », annonce faite lors du discours de célébration des 25 ans de d.c.a. : d'autres labellisations sont-elles en cours ? Ce label ne risque-t-il pas de créer un dispositif à double vitesse, potentiellement marginalisant pour ceux qui n'en bénéficieraient pas : on aboutirait alors à un état de fait contre-productif par rapport à la transformation souhaitée. L'objectif est-il de labelliser tous les centres d'art de d.c.a., y a-t-il un horizon envisagé ?

Pour rappel, d.c.a. n'orchestre pas ce processus, ce sont les Dracs en lien avec l'administration centrale. L'objectif souhaité par d.c.a. est celui d'une large labellisation, respectueuse de l'ambition fixée par le texte qui vise à constituer un réseau national de référence, mais c'est le ministère qui en décidera. Et, à ce jour, il n'y a pas de recoupement à 100 % entre les membres du réseau et les lieux éligibles au label CACIN qui soit garanti. C'est pourquoi il faudra trouver d'autres solidarités entre structures labellisées et non labellisées.

Qu'en est-il de la volonté de rapprochement avec les centres d'art étrangers ?

Initiée par d.c.a., la structuration d'un réseau européen est actuellement en cours, comme nous l'avons annoncé lors des 25 ans au Palais de Tokyo. Nous avons déjà réussi à fédérer des homologues norvégiens, italiens, allemands, anglais, portugais, espagnols, belges, suédois, tchèques. C'est une nouvelle étape très enthousiasmante qui ne peut que stimuler les chantiers à venir et renforcer les valeurs portées par les centres d'art français.



Antony Ward, *Work, Work, my fingers to the Bone*, 2011.
Vue de la verrière et de l'entrée de l'Institut d'art contemporain /
View of the glass façade and of the entrance to the Contemporary Art Institute, Villeurbanne-Rhône-Alpes.
Photo: Blaise Adilon.

Sophie Legrandjacques for the 25th anniversary of d.c.a.

—
in conversation with Patrice Joly

d.c.a.¹ celebrated its 25th anniversary at the Palais de Tokyo in December, thus reminding us that this Parisian venue is part of the French art centres network, and thereby sidestepping the criticism of a French-style centralism which those celebrations held in the capital and not in the regions might legitimately have given rise to. d.c.a. encompasses some fifty members which it tries to imbue with a collective dynamic by initiating projects in order to federate them. The announcement of the creation of a new label (Contemporary Art Centre of National Interest) under the aegis of the Ministry of Culture shows d.c.a.'s desire to work with the legislative procedure of the Freedom of Creation, Architecture and Heritage law, and also offers an opportunity to return to the fundamental features of the art centres in the context of a contemporary scene that is constantly adopting new functions and new players. Sophie Legrandjacques, who has recently been elected president of the network and is also the director of the Grand Café in Saint-Nazaire, talks about the challenges facing the art centres in the years to come, such as the weakening of structures which the new label is intended to remedy, the much-needed grooming of a model which emerged some forty years ago, and moving beyond certain taboos, such as the introduction of private contributions within institutions that have long been resistant to this interference. The interview below finds a president confident in the capacity for adaptation and re-invention in institutions which have managed to hold on to their deep-seated commitment to contemporary art and guarantee its freedom of operation.

Eighteen years ago, for the opening of the Palais de Tokyo, Jérôme Sans and Nicolas Bourriaud published a manifesto book

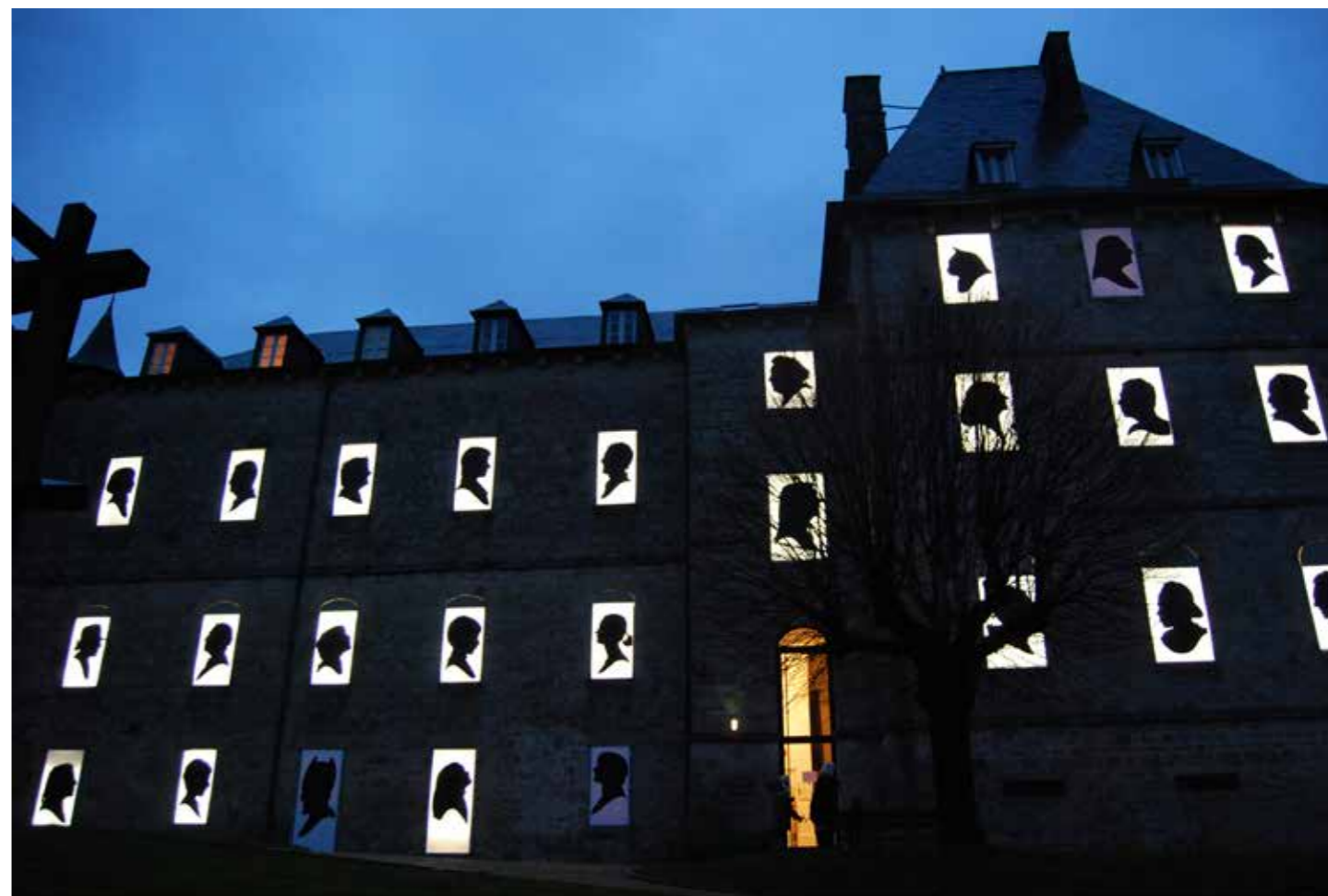
containing the replies to the question posed to a host of institutional partners, artists and heads of associations about how these latter saw the future form of an art centre.² Today, I am tempted to go back to that question and ask: what have the art centres of the 1990s become?

It has to be said that three or four decades after the arrival of the first art centres, not only are they still with us, but there are above all more and more of them. The magnificent experiments of pioneers such as Le Consortium in Dijon and the Nouveau Musée in Villeurbanne, for example, have been watched and carried on by many associations and local authorities all over France, and today there are about sixty contemporary art centres (fifty of which are part of d.c.a.). They form a fantastic artistic landscape on many scales and in extremely varied territorial, social and cultural contexts. This is why, in the end of the day, asking the question about the form of current and future art centres serves little purpose. Essentially, art centres lay claim to the fact that they do not correspond to any predetermined structure. Each one, wherever it may be, with its history, its artistic direction, its artists and its various forms of public, is permanently inventing and re-inventing itself. What counts are the specific briefs which define them. d.c.a. is basically a network of organizations which are not, to all appearances, alike, but which share common missions and values.

The major question at this 25-year stage has to do with the famous label: opponents think that labelling an art centre means taking away its freedom and its capacity to permanently re-invent itself and inter-react with society, a way of standardizing this eternal troublemaker and keeping it in its place... which, in a way, is a "minor death", isn't it?

A minor death happens above all when an art centre is forced to close because it is not being supported by people committed to defending freedom to create and experiment. The closing of a dynamic and historic art centre like the one in Quimper in 2016 is an example of this. This is why, even if at the outset electing to be for or against a label was a real subject at d.c.a., for the obvious reasons you have given, we have collectively decided to be proactive in the development of the label, so that our voice can be heard, reckoning that doing nothing would be the best way of ensuring that nothing will change for us. After the ministerial circular of 2011, regarding the contemporary art centres, drawn up at that time with d.c.a., it was important to seize the chance to use a decree and an order, which is to say the texts concerning rules and regulations which result from a law, here the Freedom of Creation, Architecture and Heritage law, to set forth the missions and ambitions supported by our organizations. The d.c.a. network, which is 25 years old today, is keen to demonstrate its maturity, and has assumed its responsibilities. And people have listened to us. We are satisfied with the content of the texts promulgated, precisely because this label does not standardize. It does not make all the briefs the same, but, on the contrary, it casts in stone the fact that an art centre is a living organization which is forever evolving. At a time when some centres are still vulnerable in their local region, we must see it as a tool for guaranteeing and developing our organization by bringing partners together around a project recognized as being of general interest.

1 d.c.a. is the French association for the development of centres d'art.
2 Tokyobook 1, *Qu'attendez-vous d'une institution artistique du 21^e siècle?*, edited by Jérôme Sans and Marc Sanchez, published by the Palais de Tokyo, 2001.



Julian Opie, *Calendrier de l'Avent*, 2009.
Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain de Meymac.
Photo: DR.

This is how this label has been jointly conceived by the Ministry of Culture and d.c.a.

But this nevertheless implies that any new d.c.a. candidate will have to envisage responding, at a given moment, to the criteria laid down by this new label. This runs slightly counter to the possibility of incorporating decidedly innovative forms... Have there, incidentally, been any new centres recently joining the ranks of d.c.a.?

The latest centres to have joined the d.c.a. network are Le MAGASIN des Horizons in Grenoble, La Halle des Bouchers in Vienne, and Triangle France in Marseille, three organizations which have quite different institutional histories and identities, but which "work" and feed the model of the art centre with their new energy: Le MAGASIN des Horizons is involved in a very experimental project, Triangle has come into being as an artist-run space, and La Halle des Bouchers is the result of a municipal determination to support contemporary art. As far as candidates for the label are concerned, they will have

in fact to correspond to the specifications and missions that set a framework and determine expectations. But let us bear in mind that each artistic direction in its own way organizes and incarnates these missions, which are not new in relation to the existing ones. It is not because there is a shared modus operandi that all the projects are alike. Differences in curatorial styles and aesthetics are obviously still possible, within diverse regional dynamics. As for incorporating "decidedly innovative models", will they want to be like some existing model? I'm not sure...

FRACs which programme very young artists in their showrooms, museums which invent new ways of programming and undertake all-out experiments, and which create festivals (the New Festival at Beaubourg, for instance), not forgetting artist-run spaces... what is it that gives an art centre its specific character in 2017, apart from the collection issue? Don't you get the feeling that the models are becoming more alike? It's not uncommon, what's more, to see an exhibition move from an art

centre to a museum, and a FRAC director taking over the direction of an art centre, thereby showing that management methods are becoming more similar... Is this differentiation still relevant?

I don't share your view about the professional links between FRAC directors and art centre directors, for example. They don't happen that often, even if the skills required are actually quite close.

Jean de Loisy said as much in his speech at the inauguration of the 25th anniversary of d.c.a. at the Palais de Tokyo: "art centres and their dynamism are appreciated, and their ideas get pinched"... That wasn't just a quip! This issue definitely has to do with the specific nature of these laboratories which are now established everywhere in France: their expertise and their know-how about production within often restricted budgets, the forms of assistance for artists which they deploy and which go well beyond the task of programming, the possibility of creating without market pressures, but also the attraction of risks and experiments, including in the relationship with the different kinds



Le CAIRN centre d'art,
Digne-les-Bains.

of public. We know that, in recent years, art centres have been instrumental and innovative with regard to mediation and artistic and cultural transmission, for example. I also believe that art centres, in any event, members of the d.c.a. network, are cultivating a keen awareness of their role with artists, the public, and local officials, as well as their responsibility for underwriting democracy, and the freedom to create and think.

Isn't the increased number of corporate foundations threatening the existence of art centres (or at least relegating them to the "second division"), because they have more money, they are more reactive, and their curators are recruited from among the best in the art world?

It is indeed because the private sector is enjoying an unprecedented boom in France (and this can only be a good thing!) that public policies advancing contemporary art, and in particular government policy, must be specifically outlined, clarified and consolidated by laws, and new means. Without stupidly contrasting private and public sectors, public policies for culture still mean something, even if only through

the outstanding linkage of the national territory that they permit. Supporting the existence of art centres means defending innovative aesthetics and practices, and activities which elude the market; it means contributing to the renewal and dissemination of ideas, and supporting the idea of art as a space of reflection and perceptible knowledge. It also means enabling exhibition curators to undertake research and auteur work, in particular when very good curators who have in fact joined the private sector, where they are, of course, well paid, must at times accept commissioned curating jobs. The reality of the situation is more different than it appears between private and public, even if it is true that career developments for art centre directors and their teams must be better supported, to lessen the gap with the highly competitive private sector.

Why did you decide to organize the events associated with d.c.a.'s 25th anniversary celebrations at the Palais de Tokyo, at the risk of adding to the thoroughly non-democratic centralism of contemporary art? We can understand why, for practical reasons, but much less at the symbolic level: don't you think it



Conférence de Luc Boltanski et Arnaud Esquerre «Les créateurs dans la société de l'enrichissement» / Lecture by Luc Boltanski and Arnaud Esquerre "The creators in the society of enrichment". L'Art au centre, les 25 ans de d.c.a., le réseau national des centres d'art contemporain / The French network of contemporary art centres is celebrating its 25th anniversary, Palais de Tokyo, Paris, 24-26.11.2017. Photo: Hélène Langlois.

was a fine opportunity to train a spotlight on regional dynamics?

The issue was in fact raised for us and we're well aware of this possible pitfall. But if you take a close look, who knows that the Palais de Tokyo is a contemporary art centre, and an active member of d.c.a.? Even if the Palais is atypical in the network because of its extra-ordinary character, it is a good ambassador for us. Furthermore, d.c.a. regularly organizes events in the various regions, such as the Professional Forum of Contemporary Art Centres at Vassivière (in Nouvelle Aquitaine) in 2016 and, coming soon, on the first of June 2018, the PLEIN SOLEIL operation—the summer of the art centres—will be launched in Saint-Nazaire.

The Passerelle art centre in Brest is the first to be officially labelled a "Contemporary Art Centre of National Interest", an announcement made during the speech celebrating the 25 years of d.c.a. Are other labelling operations under way? Doesn't this risk creating a two-tier system, which will be potentially marginalizing for those not benefitting from it? So we would end up with a counter-productive situation in relation to the desired change. Is the goal to label all the d.c.a. art centres? Is there a horizon in sight?

By way of a reminder, d.c.a. is not orchestrating this process, it is the DRACs—Regional Contemporary Art Departments—in association with the central administration who are. The goal wished for by d.c.a. is that of a broad labelling, respecting the objective set forth by the text which is aimed at forming a national network of reference, but it is the ministry which will decide. And, to date, there is no 100% crosschecking between the members of the network and places eligible for the CACIN label which is guaranteed. This is why it will be important to find other partnerships between labelled and non-labelled organizations.

What about the wish to become closer to foreign art centres?

The organization of a European network, initiated by d.c.a., is currently in progress, as we announced during the celebration at the Palais de Tokyo. We have already managed to federate counterparts in Norway, Italy, Germany, England, Portugal, Spain, Belgium, Sweden and the Czech republic. This is a very exciting new stage which can only stimulate future projects and strengthen the values supported by French art centres.